

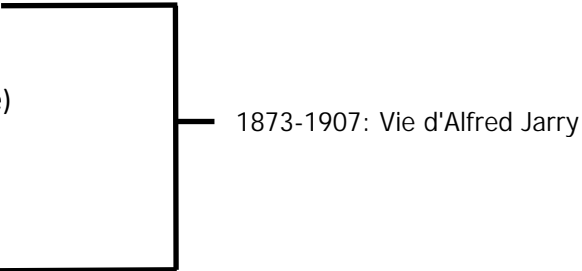
Histoire : La France de la Troisième république, naissance et enracinement (1870-1914)

Mémo : rappel des différents régimes politiques du XIXe siècle :

1. 4 septembre 1791 au 21 septembre 1792 : **Monarchie constitutionnelle, Louis XVI**, « Roi des Français ».
2. 22 septembre 1792 au 18 mai 1804 : **1^{ère} République « Une et Indivisible »** :
 - Convention nationale (22 sept 1792-26 octobre 1795) englobant la période de la « Terreur » révolutionnaire du 2 septembre 1792 au 28 juillet 1794). Régime d'assemblée avec un organe à la fois exécutif et judiciaire, le Comité de Salut Public (25 mars 1793), avec **Danton**, puis **Robespierre**.
 - Directoire (26 octobre 1795 au 9 novembre 1799). Directeurs notables : **Barras, Sieyès**.
 - Consulat (9 novembre 1799 au 18 mai 1804) : Premier Consul, **Napoléon Bonaparte**.
3. 18 mai 1804 au 18 avril 1814, puis du 20 mars au 7 juillet 1815 : **le Premier Empire. Napoléon 1^{er} Empereur des Français**, (23 juin au 7 juillet 1815), règne de « Napoléon II ».
4. Du 18 avril 1814 au 20 mars 1815, puis du 8 juillet 1815 au 2 août 1830 : **la Restauration, Louis XVIII** (jusqu'au 16 septembre 1824), puis **Charles X** (renversé par les « 3 Glorieuses » des 27,28 et 29 juillet 1830).
5. Du 2 août 1830 au 24 février 1848 : **La Monarchie de Juillet, Louis Philippe Ier**, dernier « Roi des Français ».
6. 24 février 1848 au 2 décembre 1852 : **La Deuxième République**, premier Président élu au suffrage universel masculin = **Louis-Napoléon Bonaparte** (10 décembre 1848, coup d'Etat le 2 décembre 1851).
7. 2 décembre 1852 au 4 septembre 1870 : **le Second Empire, Napoléon III**, empereur des Français, déchu officiellement le 1^{er} mars 1871.

8. 4 septembre 1870 au 10 juillet 1940 : **Troisième République**

Présidents successifs, élus par le Congrès (Assemblée nationale + Sénat) : Ils n'ont aucun réel pouvoir. Ils assurent la stabilité de la République et nomment les Présidents du Conseil en fonction de la composition de l'Assemblée Nationale du moment et des forces en présence.

- Adolphe Thiers : 1871-1873
 - Patrice de Mac-Mahon 1873-1879
 - Jules Grévy : 1879-1887
 - Sadi Carnot : 1887-1894 (assassiné)
 - Jean Casimir Périer : 1894-1895
 - Felix Faure : 1895-1899
 - Emile Loubet : 1899-1906
 - Armand Fallières : 1906-1913
 - Raymond Poincaré : 1913-1920
 - Paul Deschanel : (février-septembre 1920)
 - Alexandre Millerand : 1920-1924
 - Gaston Doumergue : 1924-1931
 - Paul Doumer : 1931-1932 (assassiné)
 - Albert Lebrun : 1932-1940
- 
- 1873-1907: Vie d'Alfred Jarry

I. **Naissance d'une République fragile (4 septembre 1870 au 30 janvier 1875)**

a. une république provisoire

Le régime impérial, pourtant solidement confirmé par le plébiscite de janvier 1870 s'effondre en quelques heures après l'annonce de la défaite de Sedan contre la Prusse. Napoléon III est fait prisonnier. **Le 4 septembre**, sous la pression d'un mouvement populaire parisien qui envahit le Corps législatif, les républicains jusque-là hésitants mettent à bas l'Empire et proclament la III^e République à l'Hôtel de Ville. Le changement de régime en province se fait dans la douceur, excepté dans certaines grandes villes comme Lyon ou Marseille où l'extrême gauche tente de s'emparer du pouvoir. A la suite de diverses tractations, un « gouvernement de la Défense nationale », en raison de l'invasion prussienne, se met en place, présidé par le général **Trochu** et dominé par les républicains modérés.

b. Versaillais contre la Commune de Paris

En dépit d'une situation militaire désespérée, les Français poursuivent les combats. De septembre 1870 à janvier 1871, Paris est l'objet d'un terrible siège marqué par la disette, de nombreux bombardements et un hiver rude. Le 18 janvier 1871, **Guillaume Ier, roi de Prusse**, est proclamé « **empereur d'Allemagne** » à **Versailles**. Bismarck demandant à traiter avec un gouvernement légitime, des élections se tiennent le 8 février 1871 dans une atmosphère dramatique et en l'absence d'une véritable campagne électorale. Tandis que les monarchistes, favorables à la paix avec la Prusse, arrivent à constituer des listes de large union tout en restant discrets sur la question du régime, les républicains, unis sur la question du régime, sont divisés sur la question de la Prusse. La victoire des monarchistes, traduisant l'aspiration profonde des Français à la paix, était prévisible. Ils l'emportent partout sauf dans les grandes villes, terres de la gauche, et dans l'Est. Au total, sur 675 élus, on compte environ 400 monarchistes (220 orléanistes et 180 légitimistes) et 250 républicains divisés entre radicaux et modérés. Le 17 février 1871, Adolphe Thiers, fort d'une longue expérience et d'une grande

popularité, est élu « chef du pouvoir exécutif de la République française ». Le 1er mars, les préliminaires de paix sont ratifiés.

Le peuple de Paris supporte mal l'entrée des Prussiens dans la capitale et se méfie de ce nouveau gouvernement qui multiplie les maladroites, essayant de désarmer la garde nationale.

Une insurrection spontanée a lieu le 18 mars : la Commune.

Installé à Versailles, le gouvernement de Thiers dirige une forte répression, avec le soutien allemand, contre la révolte parisienne dont il craint les revendications sociales. Parallèlement, il poursuit les négociations de paix. Le 10 mai 1871, le traité de Francfort est signé. **L'Allemagne annexe l'Alsace et le nord de la Lorraine (Moselle).** Des troupes d'occupation sont maintenues en France jusqu'au paiement d'une lourde indemnité de guerre. La Commune de Paris est écrasée lors de la « **semaine sanglante** » (du 21 au 28 mai 1871).

c. Une assemblée monarchiste

L'assemblée monarchiste veut profiter de l'occasion pour imposer le retour sur le trône du dernier Bourbon, **Henri, comte de Chambord**, petit-fils de Charles X. Mais celui-ci, par le manifeste du 5 juillet 1871 ne conçoit pas son retour sans adoption du drapeau blanc. Henri rejette le drapeau tricolore, « drapeau des régicides ». C'est aussi la lutte entre le retour à une monarchie de Droit divin qui se définit contre le Libéralisme politique et économique, prônée par les « Cheval-Légers » et l'établissement d'une monarchie libérale et bourgeoise, incarnée par le petit fils de Louis Philippe, le **comte Philippe d'Orléans**. Thiers se convertit peu à peu à la République. : « *J'ai pris mon parti sur la question de la république. Je l'ai pris, oui, vous savez pourquoi ?... Parce que pratiquement la monarchie est impossible : il n'y a qu'un trône, et on ne peut l'occuper à trois !* ». Il est renversé le 24 mai 1873 au profit du maréchal **de Mac-Mahon**, monarchiste convaincu qui déclare : « *avec l'aide de Dieu [...] nous continuerons l'œuvre de la libération du territoire et du rétablissement de l'ordre moral dans notre pays* ». Il s'agit de défendre **l'ordre moral**, c'est-à-dire la prééminence des classes dirigeantes traditionnelles (aristocratie et haute bourgeoisie) et la place centrale qu'occupe l'Eglise catholique dans la société. Cet ordre moral implique implicitement la restauration monarchique. Pour ce faire, il est décidé que la durée du mandat présidentiel serait de 7 ans, le temps de restaurer la monarchie. Mais le temps joue contre la monarchie, et le **30 janvier 1875, l'amendement Wallon**, qui statue sur le mode d'élection du président par le congrès, emploie pour la première fois dans un texte législatif le mot de « République ». Il est adopté à une voix de majorité. La République est donc entrée « par la fenêtre », selon un mot de l'époque.

II. La consolidation de la République (1875-1885)

Les républicains gagnent les élections de 1876 ; les légitimistes ne sont plus que 25 à l'Assemblée. Mac Mahon, doit « se soumettre ou se démettre » selon les mots de Gambetta. Le président finit par démissionner.

En 1879, le Sénat est acquis aux républicains et Jules Grévy devient le premier président républicain de la III^e République. Les républicains disposent des moyens d'agir et se donnent pour but d'enraciner la République pour en faire le régime définitif de la France. Les élections de 1881 sont un succès pour les républicains de gouvernement. Ils obtiennent 5,1 millions de voix contre 1,8 pour les conservateurs. La République est installée durablement.

Les républicains vont surtout s'attacher à convertir la jeunesse aux idées républicaines par la « séparation de l'Eglise et de l'école » et par le développement de l'instruction. En favorisant le progrès des « lumières » dans l'esprit des enfants, pense-t-on, et donc en libérant les consciences, la République, qui marque le triomphe de la raison sur la tradition, pourra s'enraciner. C'est ainsi que sont votées les lois Ferry instaurant l'école gratuite, obligatoire et laïque en 1881-1882, encadrée par les « **Hussards noirs*** » de la République que sont le nouveau corps des instituteurs.

Les républicains cherchent également à enraciner la République par la mise en place de symboles. La devise « Liberté, Égalité, Fraternité » fait son retour, sur les frontons des édifices publics notamment. En 1879, **La Marseillaise** devient l'hymne national de la République, et, en 1880, le 14 Juillet devient le jour de **la fête nationale** de la République. Dans les mairies, **le buste de Marianne** s'impose.

Hussards noirs : Expression attribuée à l'écrivain Charles Péguy qui, enfant, comparait l'uniforme des instituteurs normaliens à celui du fameux cadre de Saumur » dont la couleur noire fut décidée sous le règne de Louis-Philippe pour ce corps des cavaliers d'élite français. Ce terme fait référence aux fameux Hussards Noirs, l'escadron de cavalerie constitué pendant la Révolution en 1793 par la jeune République française.

III. La République face aux crises (1885-1899)

a. Le boulangisme

La politique extérieure, constituée au début des années 1880, un point de discorde. Les républicains de gouvernement, dits « opportunistes », se font reprocher d'être trop conciliants avec l'Allemagne et sont critiqués sur leur politique coloniale. Le peuple, se souvenant de la perte de l'Alsace-Moselle, a pour priorité la récupération de ces territoires perdus et se soucie peu d'expansion outre-mer. C'est dans ce contexte qu'a lieu la crise boulangiste

En janvier **1886**, Jules Grévy (alors réélu président de la République en décembre 1885) demande à Charles de Freycinet de former un nouveau gouvernement dont le premier acte consiste à exiler de France les prétendants au trône. Le ministre de la guerre est le général Boulanger, alors peu connu de l'opinion, mais recommandé par Clemenceau. Apprécié par les **radicaux***, celui-ci a gagné une réelle popularité par une série d'habiles mesures : refus de la répression de la Commune, rétablissement de la revue militaire du 14 Juillet en 1886 (au cours de laquelle il fait vive impression), suppression des dispenses militaires pour les ecclésiastiques (« les curés sac au dos »-loi de 1889 qui impose au clergé le service militaire dans l'infirmerie). Pour l'anecdote, il fait repeindre les guérites (abris des sentinelles) avec les trois couleurs du drapeau.

Alors que le commissaire de police de Pagny-sur-Moselle est arrêté par les Allemands pour espionnage, Boulanger propose l'envoi d'un ultimatum à l'Allemagne, ce qui contribue encore à sa popularité. Le gouvernement refuse et traite l'affaire par la négociation. Mais très vite, Boulanger devient pour les Français le **général Revanche**.

En 1887, un nouveau gouvernement est formé qui n'inclut pas Boulanger. En 1888, le gouvernement met le général en retraite anticipée (grave erreur, car il a désormais l'éligibilité). Boulanger se présente alors à différentes élections partielles et remporte plusieurs succès, organisant de coûteuses campagnes électorales grâce au soutien des monarchistes qui s'en servent comme d'un bétail pour renverser la République. Le mouvement culmine quand Boulanger, candidat à **Paris** obtient un triomphe **le 27 janvier 1889** avec 240.000 voix, contre 160.000 pour son adversaire. Tout Paris descend

dans la rue aux cris de « A l'Elysée ! ». L'appui de la police, acquise à la cause boulangiste et le désarroi des adversaires rendaient facile le coup d'Etat.

Boulanger hésite pourtant et finalement refuse, décevant une grande partie de ses partisans. Pendant ce temps, les républicains s'organisent et lancent une campagne de diffamation. Menacé de passer en Haute Cour devant le Sénat pour atteinte à la sûreté de l'Etat, Boulanger s'enfuit en Belgique, et rapidement sa côte de popularité s'effondre. Les boulangistes n'obtiennent finalement que 42 sièges aux élections législatives d'automne 1889 contre 366 pour les républicains et 168 pour la droite.

Boulanger se suicide en septembre 1891 d'une balle de revolver sur la tombe de sa maîtresse.

Malgré tout, les problèmes soulevés par la crise boulangiste demeurent : déception devant le peu de réformes sociales accomplies, déception devant la non-préparation rapide d'une guerre de revanche, déception devant le mauvais fonctionnement du régime parlementaire.

Les radicaux : ce sont des Républicains, très attachés à la propriété privée et à la laïcité, anticléricaux mais aussi farouche opposant au collectivisme prôné par les marxistes, partisan d'un régime douanier libre-échangiste, c'est un parti intermédiaire entre la gauche et la droite susceptible de s'allier aux socialistes ou aux conservateurs suivant les circonstances.

b. Le scandale de Panama

Dans un contexte social tendu (**fusillade de Fourmies*** en 1891), développement du mouvement socialiste) éclate une nouvelle affaire qui éclabousse le régime.

En 1888, la **Compagnie du canal de Panama**, qui rencontre de grandes difficultés financières dans son projet de percement du canal transocéanique, corrompt une centaine de parlementaires (avec des chèques) pour qu'ils votent le droit à la Compagnie d'émettre un emprunt dit « à lots », et arrose la presse pour inciter les Français à participer à la souscription. Cela n'empêche pas la Compagnie de faire faillite en 1889, entraînant la ruine de 85.000 souscripteurs. Le scandale n'éclate qu'en 1892, avec un article de la *Libre Parole*, le journal antisémite d'**Edouard Drumont**, révélant la corruption d'hommes politiques. C'est l'occasion pour les ennemis de la République ou du parlementarisme de mener une virulente campagne contre les parlementaires « chéquards » et le régime lui-même.

Cette crise est marquée par un antisémitisme qui annonce celui de l'affaire Dreyfus, un certain nombre de juifs étant mêlés de près ou de loin à l'affaire, tel le banquier Jacques Reinach, responsable de la publicité de la Compagnie du Panama, qui se suicide en novembre 1892.

Le scandale de Panama a pour principale conséquence de renouveler en partie le personnel politique (un certain nombre de « chéquards » connaissant une éclipse politique), et d'accroître chez les Français le sentiment d'une collusion entre le pouvoir politique, la finance et la presse.

Fusillade de Fourmies : Ville industrielle du Nord (200 km de Paris). Une manifestation d'ouvriers réclame la journée de 8h (elle venait d'être instituée à 10 h contre 12 auparavant) fut réprimée dans le sang. Bilan : neuf morts, trente-cinq blessés (au moins) en quarante-cinq secondes).

c. L'affaire Dreyfus

A la fin du mois de septembre 1894, le contre-espionnage français obtient la preuve qu'un officier français envoie des documents secrets à l'Allemagne. Les secrets de fabrication des armements auraient été révélés. Le 15 octobre 1894, un officier juif d'origine alsacienne, Alfred Dreyfus, est arrêté, accusé de trahison. Pour l'armée, il n'y a pas de doute : Dreyfus est coupable. Jugé et condamné par un conseil de guerre, Dreyfus est dégradé et déporté en 1895 à l'île du Diable (Guyane).

En 1895, le colonel Picquart nouveau chef du contre-espionnage constate que le dossier d'accusation est quasiment vide et mène une enquête. Il acquiert la certitude qu'un dénommé Esterhazy est le vrai coupable. Picquart fait part de ses découvertes à ses supérieurs mais se heurte à l'opposition du haut commandement qui entend défendre l'honneur de l'armée et le tribunal militaire. Picquart est sommé de se taire puis est exilé en Tunisie. En 1897, Auguste Scheurer-Kestner, vice-président du Sénat, est informé des dessous de l'affaire Dreyfus par l'avocat de Picquart, et acquiert la conviction que Dreyfus est innocent.

La presse commence alors à laisser entendre que de hauts personnages de l'Etat doutent de la culpabilité de Dreyfus. Dès lors, l'affaire est lancée et les deux camps des dreyfusards et des antidreyfusards se constituent.

Le 13 janvier 1898, à la suite de l'acquittement d'Esterhazy malgré les preuves de sa culpabilité, l'écrivain Emile Zola publie dans *L'Aurore* son célèbre « J'accuse ». Il espère que le procès pour diffamation qui va s'ensuivre deviendra le procès de Dreyfus. Zola, finalement condamné, s'enfuit en Angleterre. L'affaire rebondit quand, en août 1898, le colonel Henry avoue avoir fabriqué un faux visant à accuser Dreyfus, aveu suivi par son suicide le lendemain en prison. Le capitaine Dreyfus est rejugé à Rennes en août-septembre 1899, et se voit condamné avec circonstances atténuantes à dix ans de prison ; il est cependant aussitôt gracié par le président de la République. Il faut attendre 1906 pour voir la réhabilitation de Dreyfus (récompensé de la Légion d'honneur) tandis que Picquart est nommé ministre de la Guerre dans un gouvernement dirigé par Clemenceau.

Cette affaire déchaîne les passions entre Dreyfusards et Antidreyfusards, au sein même des familles françaises qui se déchirèrent durant cette période. L'antisémitisme, exacerbé par l'affaire de Panama, se développe de plus belle avec l'Affaire Dreyfus.

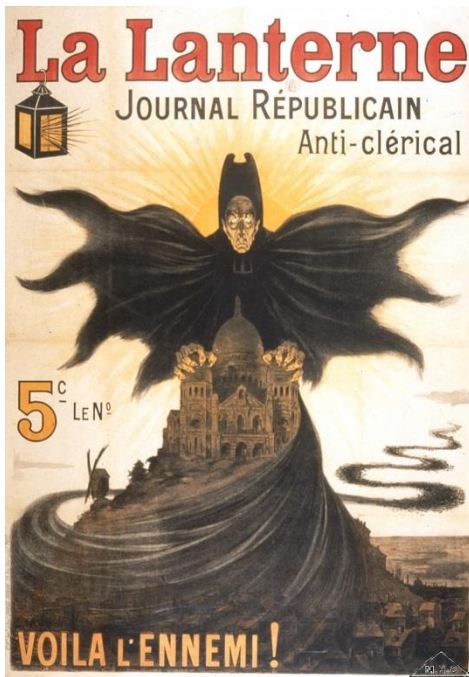
IV. De la crise de régime à la guerre (1899-1914)

a. La République radicale

La conséquence de l'affaire Dreyfus est le retour d'une politique laïque. En effet, de nombreux cadres de l'Eglise catholique s'étaient montrés violemment antidreyfusards. Les radicaux, vainqueurs des élections de 1899 et 1902, voient dans le cléricalisme une des causes de l'antidreyfusisme : de fait, la plupart des journaux et organismes affirmant s'exprimer au nom du catholicisme étaient non seulement antidreyfusards mais restaient violemment hostiles à la République laïque. Pour les républicains, le danger le plus immédiat est représenté par les congrégations religieuses qui ont encore un grand rôle dans l'enseignement depuis la loi Falloux de 1850. Pour y parer, **Waldeck-Rousseau fait voter en 1901** leur interdiction afin de stopper définitivement l'influence de l'Eglise dans l'éducation. Dès 1902, plusieurs milliers d'écoles sont fermées avec parfois envoi de la troupe. L'anticléricalisme des républicains radicaux mène à une montée des tensions avec le Saint-Siège qui se termine par la rupture des relations diplomatiques en 1904. En **1905** est votée la **loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat**, œuvre **de Combes et d'Aristide Briand**. Les membres du clergé cessent d'être des fonctionnaires de l'Etat. Cette solution définitive est motivée par plusieurs arguments :

- Argument sociologique : les catholiques pratiquants ne sont plus qu'une minorité (par exemple 2 % des habitants de Seine-et-Marne).
- Argument politique : il y a connivence entre l'Eglise et les ennemis de la République.
- Argument idéologique : la loi va accélérer la mort de l'Eglise.

La loi de séparation ouvre une grave crise : le Saint-Siège condamne la séparation par l'encyclique *Vehementer nos* (février 1906) et des catholiques appellent à la résistance armée. L'inventaire des biens des lieux de culte entraîne des violences collectives : le 27 février 1906, à la Chapelle de pèlerinage de Champels, quelques 150 manifestants armés de bâtons, de fourches voire de barres de métal agressent le receveur de l'enregistrement ; plusieurs gendarmes sont tués. Le gouvernement, ne voulant surtout pas faire des martyrs, mène alors une politique d'apaisement.



Cette affiche de 1902 est une couverture de la revue *La Lanterne*, journal violemment anticlérical et républicain, dirigé par Victor Flachon. Pour l'auteur de cette affiche, le danger est clairement mis en évidence. L'homme d'Eglise singé sous les traits d'une chauve-souris couvre de son ombre menaçante la ville de Paris et empêche la « ville lumière » de recevoir la clarté de l'astre solaire. La formule « *Voilà l'ennemi* » fait directement référence au discours de Léon Gambetta à la Chambre des députés qui, reprenant les paroles de son ami Peyrat en 1863, s'exclama à la tribune le 4 mai 1877 : « le cléricalisme, voilà l'ennemi ! »

Quel bâtiment religieux parisien est représenté sur la photo ? Quel est sa raison d'être ? Pourquoi est-il une cible pour les anticléricaux Républicains ?

b. Le retour à l'Union sacrée

A partir de 1905, les relations internationales passent au premier plan. Cette même année, la crise de Tanger, résultant des ambitions coloniales allemandes, secoue la vie politique française : l'empereur Guillaume II considère le sultan « *comme un souverain absolument libre* » et se déclare déterminé à « *tout faire pour sauvegarder efficacement les intérêts de l'Allemagne au Maroc* ». Le Maroc est alors sous influence économique allemande mais sous tutelle politique française et Tanger, devant le détroit de Gibraltar, constitue un point stratégique essentiel pour les allemands. Un accord de 1906 stipule que le pays reste ouvert, sur un pays d'égalité, aux entreprises économiques et financières de toutes les puissances.

La France développe une alliance avec la Russie et surtout en 1904 avec l'Angleterre (entente cordiale) malgré l'affaire de **Fachoda*** (1898). Ce rapprochement est surtout une conséquence de l'inquiétude de l'Angleterre face au développement militaire et économique de l'Allemagne. En 1907 est conclu un accord anglo-russe : la Triple Entente est constituée.

Fachoda : incident diplomatique sérieux qui opposa la France au Royaume-Uni en 1898 dans le poste militaire avancé de Fachoda au Soudan (aujourd'hui, Soudan du Sud). Son retentissement a été d'autant plus important que ces pays étaient alors agités par de forts courants nationalistes.



d. La marche à la guerre

La période de 1909 à 1914 est marquée par une grande instabilité ministérielle : pendant ces 5 années, ce sont 11 ministères qui se succèdent dont 4 sont présidés par Aristide Briand. Les radicaux deviennent la première formation politique et les élections voient une poussée socialiste s'expliquant par l'accroissement de la classe ouvrière.

Peu à peu, le paysage politique est envahi par la montée des périls extérieurs, qui provoquent naturellement de nouveaux débats. En 1911, la deuxième crise marocaine (coup d'Agadir) renforce les tensions entre la France et l'Allemagne.

En 1913, Raymond Poincaré, particulièrement patriote, devient président de la République. Le service militaire est allongé à trois ans et les Français s'habituent à l'idée que la guerre est possible, voire inévitable. Le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand, héritier de la double monarchie austro-hongroise, est assassiné par un bosniaque proche des milieux nationalistes serbes. Si la réaction à Paris est assez modérée, l'engrenage des systèmes alliances aboutit à la Grande Guerre : le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France. Ce conflit, que l'on croyait court (quelques semaines tout au plus), va durer quatre années et saigner la France à blanc. La 3^e République, quant à elle, va se maintenir jusqu'en 1940.

coup d'Agadir : incident militaire et diplomatique qui eut lieu en 1911, entre la France et l'Allemagne, provoqué par l'envoi d'une canonnière (navire léger armé de canons) de la marine de guerre allemande dans la baie d'Agadir au Maroc, la *SMS Panther*.

LA DOMINATION COLONIALE EUROPENNE

I. Les facteurs de la colonisation

a. Facteurs démographiques

A partir de 1870, la population européenne augmente sensiblement et passe de 300 millions d'habitants à 452 millions en 1914. L'Europe ne dispose plus de grandes quantités de terres encore inexploitées. Pour une partie de la population il est donc nécessaire d'émigrer.

Dans certains cas, des Européens sont partis s'installer en grand nombre dans les colonies ; on parle alors de colonies de peuplement. Ce fut par exemple le cas de l'Algérie où sont partis vivre plusieurs centaines de milliers de Français, pour des raisons diverses (économiques, politiques, religieuses...). En 1900, l'Algérie compte 630 000 européens, pour 3,6 millions de musulmans.

b. Les facteurs économiques

Ils sont essentiels. L'Europe a connu la crise économique (1873) et le retour au protectionnisme. Il faut alors trouver ailleurs de nouveaux clients et de nouvelles sources d'approvisionnement. La colonisation peut apparaître comme une des solutions envisageables.

Jules Ferry, connu surtout comme le fondateur de l'école laïque, gratuite et obligatoire, était aussi un ardent partisan de la colonisation. La conquête de nouvelles terres devait participer au développement industriel de la France en offrant de nouveaux débouchés.

C'était aussi la possibilité de trouver à bon marché dans les colonies des matières premières nécessaires à l'industrie (Coton, caoutchouc), ou des produits coloniaux (café, sucre).

c. Les facteurs politiques et stratégiques

Pour un pays européen, le fait de posséder des colonies conférait un grand prestige aux yeux des autres Etats. En Angleterre, Kipling présente la colonisation comme un moyen d'affirmer « la supériorité de la race anglaise ». En France, pour Jules Ferry, « rayonner sans agir, sans se mêler aux affaires du monde, pour une grande nation, c'est abdiquer ».

C'est une raison pour laquelle une compétition acharnée s'est engagée entre les grands pays d'Europe. L'exemple du Maroc est tout à fait caractéristique. Ce territoire d'Afrique du Nord fut âprement disputé et faillit donner lieu à un conflit entre la France et l'Allemagne en **1905** et **1911**. Les colonies, en particulier les plus éloignées, constituaient des bases d'un grand intérêt stratégique pour les pays européens qui étaient aussi présents aux quatre coins du monde. Elles constituaient des ports de relâchement, des points de ravitaillement et des bases navales.

d. **Des facteurs culturels**

En raison de leur avance économique, les Européens étaient persuadés que leur civilisation était supérieure aux autres et qu'ils devaient donc transmettre celle-ci aux autres peuples.

C'est ce que Kipling appelait « la mission civilisatrice de l'Homme blanc ». Cette action considérée comme humanitaire fut souvent l'œuvre des missionnaires qui enseignèrent la religion chrétienne à de nombreuses populations d'Afrique et d'Asie.

II. La formation de grands Empires

Au début du XXe siècle, deux grands Empires dominent le monde. L'Empire colonial britannique s'étend sur 33 millions de km² et comprend 450 millions d'habitants. L'Empire colonial français arrive en seconde position avec 10 millions de km² et 48 millions d'habitants.

a. L'Empire colonial britannique

- **Les Indes**, considérés comme le « joyau de la couronne ». Ce territoire correspond à l'actuelle république Indienne mais comprenait aussi, à l'époque, le Pakistan, le Bangladesh et la Birmanie.

- En **Afrique de l'est**, l'Egypte est conquise en 1882, et l'influence anglaise dura jusqu'en 1956. Le canal de Suez est occupé. En 1898, la domination anglaise s'affirme au Soudan.

- En **Afrique centrale**, l'Ouganda est colonisé en 1895, et Zanzibar devient un protectorat. Le Nigéria devient également un protectorat en 1887.

- Au **sud de l'Afrique**, les Anglais sont présents au Cap dès 1806, puis conquièrent face aux néerlandais la plus grande partie de l'Afrique du Sud, suite aux deux guerres des Boers (1880-1902).

L'Empire colonial britannique était également constitué par :

- **Les Dominions**, c'est-à-dire de territoires qui ont été peuplés par les Anglais, qui disposent de leur propre gouvernement mais qui conservent des liens très étroits en particulier économiques et commerciaux, avec l'Angleterre. C'était le cas du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.
- **Des bases et de comptoirs** : il s'agissait de minuscules territoires, une ville, une petite île... dispersés tout autour de la terre et présentant un grand intérêt stratégique ou commercial. On peut citer Gibraltar, Malte, Singapour, Hong-Kong...

b. L'Empire colonial français

- **L'Afrique du Nord** présentait l'avantage d'être très proche de la métropole. L'Algérie, dont la conquête avait débuté en 1830, est devenue une importante colonie de peuplement. A partir de 1848, elle fut divisée en départements, ce qui signifiait qu'elle faisait partie intégrante du territoire français (exemple, le département d'Alger portait le numéro 91). De là, la France va étendre son influence sur la Tunisie en 1881 et au Maroc en 1912.

- **L'Afrique noire** formait un vaste ensemble de territoires qui s'étendait jusqu'au Golfe de Guinée. A l'Ouest de l'Afrique, la France possédait le Sénégal, des comptoirs le long de la Guinée et de la Côte d'Ivoire. A Madagascar est instauré un protectorat qui se heurte à la résistance des Malgaches. La colonisation de ce territoire est achevée en 1897.

- **L'Indochine** constituait un territoire plus lointain mais d'un grand intérêt puisqu'elle permettait à la France d'être présente en Extrême-Orient. La Cochinchine (sud du Vietnam) et le Cambodge ont été conquis sous le Second Empire (1862). Vont y être ajoutés le Laos, l'Annamet et le Tonkin.

- La France possédait enfin quelques territoires dispersés, surtout des **îles et des archipels** : Antilles, réunion, Nouvelle Calédonie...

c. Les autres colonies

D'autres Etats européens possédaient des territoires moins étendus que ceux de la France et du Royaume Uni.

- Espagne : Sahara espagnol
- Portugal : Angola, Mozambique
- Pays-Bas : Indonésie
- Italie : la Libye
- Allemagne : le Togo, le Cameroun et Namibie à l'Ouest, Tanzanie, à l'Est.
- Belgique : le Congo

d. L'organisation politique des colonies

- **L'option anglaise** : Dès 1869, les Anglais instaurent le *self government* : les colonies reproduisent le modèle anglais. Le roi est représenté par un gouverneur fédéral. Seule la politique étrangère reste entre les mains de l'Angleterre. Dans les colonies où le peuplement européen est très peu important, les solutions sont variées. Ainsi, au Nigéria ou à Bornéo, ce sont des compagnies de commerce qui obtiennent la mission de gérer le gouvernement. En Malaisie ou en Sierra Léone, des protectorats sont instaurés, gérés par des gouverneurs qui contrôlent les territoires par l'intermédiaire des chefs indigènes. L'Inde est un cas particulier : un ministère lui est dédié et elle est dirigée par un vice-roi des Indes.
- **L'option française** : De 1870 à 1885 en Algérie, la France opte pour une politique de l'assimilation*. Les services algériens sont placés sous la tutelle des ministres français ; le rôle du gouverneur est limité jusqu'en 1898 où il récupère la gestion de ces services. Au niveau local, l'Algérie est divisée en territoire civils eux-mêmes divisés en départements et en territoires militaires.

Dans les territoires à faible peuplement européen, la France pratique d'abord une politique d'assimilation jusque dans les années 1880 puis une politique d'association. Les plus anciennes colonies, Antilles, Réunion, Guyane, subissent une totale politique d'assimilation. Elles sont dirigées par un gouverneur et disposent de représentants au parlement français.

Le Maroc et la Tunisie sont deux protectorats. Le pouvoir est entre les mains d'un gouverneur qui a tous les pouvoirs.

- **Les autres colonies** : Les Italiens, les Belges, les Portugais, les Allemands pratiquent l'administration directe. Les Hollandais ont placé leurs colonies sous l'autorité d'un gouverneur général secondé par les résidents qui gèrent des protectorats et des zones d'administration directe.

Assimilation : Intégration des peuples colonisés au groupe social majoritaire de la métropole, et lui faire prendre les caractères de celui-ci en laissant de côté sa culture d'origine.

I. L'exploitation économique et la mission civilisatrice

a. L'exploitation des terres

Une grande partie des territoires colonisés est attribuée aux colons. La mise en exploitation des terres est fonction des besoins des métropoles. Les cultures vivrières qui nourrissent les populations locales doivent résister au développement des cultures de plantation (arachides, café, cacao, coton...).

La monoculture intensive dans de nombreuses colonies. Celles-ci sont également des réservoirs de matières premières, or en Afrique du Sud, charbon au Tonkin, caoutchouc et pétrole en Indonésie, cuivre et étain au Congo... Cela explique qu'on y trouve des industries exclusivement tournées vers la transformation de matières premières. De ce fait, les colonies sont sous-industrialisées et les colonisés dépendent totalement de la métropole pour tous les biens de consommation.

b. Un échange inégal

Matières premières et produits peu transformés sont envoyés en métropole qui, elle, exporte ses biens de consommations et d'équipement dont la valeur est bien plus importante. Le développement de ces échanges nécessite la construction d'infrastructures portuaires, de voies ferrées, de routes. On comptait ainsi 800 km de voies ferrées en Inde en 1870 ; il y en avait 51 500 en 1910 ; c'est l'occasion pour les colons d'utiliser une main d'œuvre locale. On parle de travail forcé surtout en Afrique noire.

Certaines compagnies minières. De Beers, Anglo-Persian, Unilever font des profits considérables. La bourgeoisie indigène profite aussi de la colonisation ; elle vit à l'occidentale et s'enrichit au détriment des paysans dont les conditions de vie se détériorent. On discerne clairement deux sociétés sans aucune interpénétration.

c. Les Empires, solution à la crise ?

La crise de 1929 affecte les métropoles, mais aussi les colonies car la demande en matières premières et produits agricoles chute, ce qui entraîne la chute des cours (moins 95% pour le cours du caoutchouc).

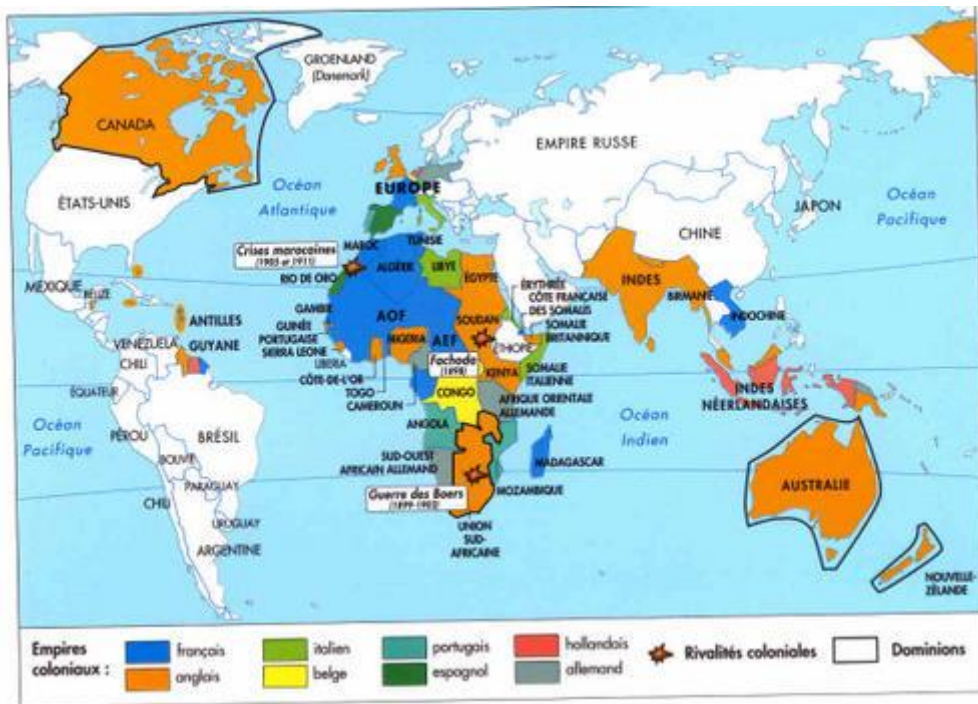
C'est l'occasion d'un rapprochement entre la métropole et les colonies encouragé par la mise en place de tarifs douaniers prohibitifs qui font des empires coloniaux des zones économiques protégées ; cela a pour conséquence de favoriser les importations entre Empires et colonies. Cette orientation se poursuit après la Seconde Guerre mondiale et entraîne l'augmentation du budget consacré aux colonies mais aussi au développement des échanges avec celles-ci.

d. La mission civilisatrice

Les Européens se sentent investis d'une mission civilisatrice à l'égard des populations qu'ils considèrent comme non-civilisées. C'est notamment le travail des missionnaires qui évangélisent et propagent aussi, selon eux, la civilisation européenne. Ils sont dirigés par la Congrégation pour la propagation de la foi qui souhaite organiser un clergé et un épiscopat indigènes. L'Eglise anglicane ne s'investit vraiment dans la colonisation qu'à partir de 1895.

L'évangélisation est un succès en Afrique noire mais est beaucoup plus difficile en Asie ou dans les zones musulmanes. Les missionnaires prennent aussi en charge les dispensaires, hôpitaux, orphelinats, écoles... et ils luttent activement contre les sacrifices humains, l'esclavage... des campagnes de vaccination sont lancées pour enrayer les épidémies et les maladies tropicales. Un travail d'alphabétisation est engagé.

Leur action est vécue de différentes façons : moyen d'assimilation ou de domination culturelle mais aussi moyen d'ascension sociale et accès au progrès médical pour les colonisés



Afrique française



Indochine française